

<http://pierrealainmillet.fr/Energie-une-transition-naturelle>



Energie : une transition naturelle ou une crise de société ?

- DHD - Energies -



Date de mise en ligne : lundi 11 juillet 2022

Copyright © Blog Vénissian de Pierre-Alain Millet - Tous droits réservés

La rencontre ce 8 juillet sur Ecorenov, la politique d'éco-rénovation portée par la métropole de Lyon a été introduite par les deux vice-président Renaud Payre et Philippe Guelpa-Bonaro. Cette politique qui a déjà bénéficié à près de 20 000 logements depuis 2016 est importante et la métropole vient de décider de la renforcer avec l'ambition d'accélérer sur les années prochaines. Mais la démarche est rendue plus difficile par la hausse des prix de matériaux et donc des coûts de travaux que les copropriétaires ou bailleurs doivent financer alors que la hausse des coûts de l'énergie annule les baisses de charges espérées... Il faut ajouter les difficultés des entreprises à assurer une forte hausse de leur charge de travail....

Plusieurs intervenants, dont les deux vice-présidents, ont considéré qu'il ne fallait pas parler de "crise de l'énergie", car on n'allait pas en sortir et que la hausse des prix serait durable. En quelque sorte, la hausse des prix de l'énergie serait un phénomène naturel, une "transition" liée aux contraintes physiques sur les ressources énergétiques et il faudrait donc s'y adapter.

Je crois que c'est une erreur profonde. Au contraire, la "crise de l'énergie" est le résultat de choix politiques au niveau mondial comme au niveau national, et il est urgent de mettre en cause ces choix politiques pour sortir de cette crise énergétique.

C'est urgent pour le climat ! Ces choix politiques conduisent l'europe à cette aberration totale, la relance du charbon allemand pour pouvoir fermer les trois dernières centrales nucléaires en se passant du gaz russe !

Crise de l'énergie ou crise du système économique ?

Au niveau mondial, c'est la guerre pour les ressources et leur rentes qui provoque périodiquement des crises, qui s'ajoutent aux crises cycliques du capitalisme. De l'Irak à l'Ukraine, les guerres ne sont jamais faites pour les droits de l'homme ou la démocratie, mais toujours pour des enjeux d'accès aux ressources stratégiques dont bien sûr le pétrole ou le gaz. La guerre entre l'OTAN et la Russie qui se fait en Ukraine bouscule les approvisionnements énergétiques de l'Europe qui se retrouve dans cette situation totalement folle de relancer le charbon et de s'approvisionner avec du gaz de schiste US beaucoup plus cher, gaz de schiste pourtant interdit en Europe pour son impact environnemental ! Cette situation n'a rien d'une transition naturelle, mais est bien le résultat de choix politiques dont le résultat est la domination de l'OTAN, donc des USA, sur l'Union Européenne qui accepte de payer la recomposition géopolitique du monde, enfin, de la faire payer aux habitants, car les groupes énergétiques peuvent profiter de cette hausse des prix comme le groupe TOTAL dont les profits battent tous les records.

[<http://pierrealainmillet.fr/sites/pierrealainmillet.fr/local/cache-vignettes/L400xH267/7dqfsp-faxtb4g-fbgpped-bd753.png>] **Protestation en Allemagne contre l'extension d'une mine de charbon à ciel ouvert...**

Au niveau national, c'est depuis des décennies le choix des privatisations et de la mise en concurrence qui domine et que symbolise la loi LTCEV [1]] dont on ne peut que constater l'échec du point de vue du climat. Depuis son adoption, l'impact climat d'un français a augmenté ! Elle a été votée l'année de l'accord de Paris dont on mesure aujourd'hui que ceux qui le dénonçaient comme une farce médiatique avaient bien raison.

Si l'électricité augmente en France, ce n'est pas parce-que son coût de production augmente, nous n'utilisons

pratiquement pas de gaz ! C'est bien parce-que nous acceptons le diktat du marché européen et que nous devenons ainsi dépendant de la transition énergétique allemande qui elle repose sur le gaz, pour moitié du gaz russe jusqu'en 2021 ! La France est autonome pour son électricité, malgré les difficultés de EDF avec des centrales nucléaires qu'on a laissé vieillir, et avec une organisation interne bousculée par les réformes qui depuis des années veulent introduire les critères de gestion privée dans ce qui était un service public. De ce point de vue, le mandat de François Hollande basé sur l'accord PS-Verts a été une catastrophe qui nous a fait prendre une décennie de retard !

Ce constat ne peut que s'aggraver sans retournement de l'histoire. Mais tout indique que pour les mois qui viennent, sans doute les années,

1. le monde se réorganise autour de la guerre entre l'OTAN/occident et le reste du monde autour de la Chine.
2. les banques centrales relancent avec la hausse des taux la guerre contre les salaires au profit des rentes !
3. et pour la France, le "quoi qu'il en coûte" fiscal va devenir un "quoi qu'il en coûte" social avec Macron 2.

C'est pourquoi je défends la proposition des communistes de revenir à un grand service public de l'énergie pour garantir le droit de tous à une énergie accessible, décarbonée et propre. Il est urgent de planifier les investissements nécessaires à une forte augmentation de l'électricité pour décarboner les transports, en construisant des coopérations gagnants-gagnants avec les pays voisins qui soient dégagées des règles de marché. Il faut des prix régulés et stables entre pays, comme avec les gros consommateurs industriels, comme avec l'ensemble des usagers.

Donc, oui, il s'agit bien d'une crise de l'énergie, mais c'est une crise économique et sociale, une crise politique donc, et elle suppose un véritable changement de société en France, construire une démocratie et un gouvernement qui soit au service des intérêts populaires et pas de ceux des milliardaires !

Le service public, le seul efficace contre la précarité énergétique

C'est dans ce contexte qu'il faut organiser la défense des droits des millions de français confrontés à la précarité énergétique. La formulation est ambiguë d'ailleurs, car on a l'impression que la précarité énergétique serait une caractéristique des personnes concernées. C'est la même chose d'ailleurs avec la précarité sociale ! Tout est fait pour faire croire aux précaires que le problème... c'est eux ! Ils sont "précaires", comme si c'était dans leurs gènes ! Non, c'est le système social et économique qui leur impose cette précarité, et dans le cas de l'énergie, c'est clair. C'est bien la dérèglementation qui a provoqué une hausse des prix de l'énergie et c'est cette hausse de l'énergie qui pousse des millions de français dans la précarité énergétique !

Un grand service public permettrait de revenir au tarif régulé pour tous, pour l'électricité comme pour le gaz, avec un tarif défini sur une base politique de long terme et qui pourrait inclure une dimension sociale, par exemple un tarif plus bas pour les premiers kwh consommés. Mais en gros, cela suppose de renationaliser EDF et ENGIE, et de les renationaliser vraiment, c'est à dire d'en refaire des établissements publics et non pas des entreprises privées propriété de l'état comme le propose Macron [2]

Et pour aider les millions de locataires ou de propriétaires à réduire leur consommation énergétique, il faut là aussi une politique nationale d'aide aux travaux à la hauteur de l'ambition sociale et climatique. Fixons-nous l'ambition d'avoir isolé tous les logements en dix ans par exemple, ce qui suppose de multiplier par 10 le budget des aides nationales, en concentrant les aides pour les bailleurs sociaux et les propriétaires modestes.

[http://pierrealainmillet.fr/sites/pierrealainmillet.fr/local/cache-vignettes/L194xH259/spf_prekarite_energie-04ede.png]

Energie : une transition naturelle ou une crise de société ?

Et pour accompagner tous les habitants à cet effort collectif de réduction des consommations, il faut mobiliser tous les services sociaux pour repérer les personnes les plus en difficultés, celles qui ne croient plus aux services publics, et qui parfois acceptent des conditions de vies très dégradées, parfois sans chauffage, avec une puissance électrique réduite au minimum, mais qui ne pensent pas possible de retrouver le droit normal à l'énergie.

Ce devrait être une des batailles pour les droits de tous au coeur d'une autre politique nationale qui ne soit plus en faveur des plus riches, des "premiers de cordées"

[1] loi de transition énergétique et de croissance verte, 2015

[2] ce qui reste cependant un progrès par rapport aux privatisations précédentes !